



Et si la France aidait davantage la Chine, l'Inde et le Brésil ?

La montée en puissance des grands pays émergents pose la question de l'aide internationale qui leur est apportée. Avec 9,5 % de croissance en Chine, 7,5 % en Inde ou 5 % au Brésil en 2004, ces économies ne sont-elles pas désormais assez fortes pour s'aider elles-mêmes ? L'Inde capte la moitié du marché mondial des services informatiques ; le Brésil dispute au Canada la première place sur le marché des jets ; la technologie chinoise a envoyé un astronaute dans l'espace...

Bref, d'autres pays n'ont-ils pas meilleure vocation à recevoir notre aide ? Ces doutes sont légitimes, mais ne prennent pas en compte les fondements de l'aide publique au développement (APD) : la réduction de la pauvreté, les enjeux globaux d'intérêt commun, la stabilité internationale, l'influence.

Qu'il s'agisse du combat contre les pandémies, du réchauffement climatique ou de la préservation de la biodiversité, convient-il de laisser ces pays livrés à eux-mêmes ? Dans ces grandes causes de l'humanité, les efforts communs peuvent être anéantis par un seul pays défaillant, surtout s'il est immense. Comment nous protéger de la grippe aviaire sans renforcer les systèmes sanitaires chinois ou turc ? Maîtriser les émissions de carbone sans accroître l'efficacité énergétique des industries indiennes ? Préserver la biodiversité sans les pays amazoniens ? Réguler les migrations sans le Maghreb ? Consolider la stabilité financière internationale sans impliquer l'Indonésie, la Malaisie ?

La réponse à ces défis planétaires revient au monde dans son ensemble, qui doit en partager les coûts. Les pays émergents ne peuvent supporter seuls le poids de politiques publiques mondiales onéreuses, rendues néces-

saires par le mode de développement des pays du Nord, qui sont historiquement responsables de la dégradation du climat et de la biodiversité.

Une analyse objective des relations internationales commande aussi de ne pas négliger l'aide aux nations émergentes. Nos intérêts politiques et économiques nous y exhortent. Ces pays à croissance rapide sont les grandes puissances de demain et, déjà, des acteurs significatifs du système international comme à l'OMC. Ils annoncent un monde multipolaire dans lequel les intérêts de l'Europe ne convergeront pas nécessairement avec ceux de l'Amérique. C'est aujourd'hui, alors qu'ils ont encore besoin de nous, que nos liens peuvent être renforcés à moindre coût.

Par ailleurs, la promotion de valeurs universelles – droits de l'homme, protection sociale et environnementale – va dans le sens de notre intérêt. L'enjeu est de les libérer progressivement des effets pervers de la concurrence sauvage. L'aide internationale peut contribuer à diffuser nos normes, en finançant leurs premiers pas et leur adaptation. Une forte corrélation existe de plus entre les échanges commerciaux et les flux d'aide publique, bien que ces derniers ne soient plus systématiquement liés à des obligations commerciales.

Dans les plus grands pays en développement, la France a pris du retard par rapport à l'Allemagne, à l'Angleterre, au Japon ou aux Etats-Unis. Enfin, on oublie trop souvent que les nations émergentes concentrent toujours les deux tiers de la population mondiale qui vit avec moins de un dollar par jour. L'Inde en compte presque 300 millions, la Chine 200, le Brésil et l'Indonésie plus de 50 ensemble. Ces immenses pays ont donc d'immenses défis à relever. L'aide internationale peut jouer un rôle dans la mise sur

ped de politiques redistributives.

En 2004, l'Allemagne et le Royaume-Uni ont consacré plus de 10 % de leur aide à la Chine, à l'Inde et au Brésil ; le Japon près de 20 %, de même que la Banque mondiale. La France, seulement 3 %. Nos partenaires européens obtiennent des résultats importants. Par son appui technique, l'Allemagne oriente la production électrique de plusieurs Etats indiens vers de nouvelles technologies ; elle permet la construction, au Rajasthan, de la première centrale d'énergie solaire du monde en développement. Le Royaume-Uni, lui, contribue de façon importante à la lutte contre le sida dans les provinces chinoises du Sichuan et du Yunnan.

En matière d'aide, comme en stratégie militaire, tout l'art est d'obtenir de grands résultats avec des moyens limités. Il faut donc concentrer durablement les financements sur des actions exemplaires bien conçues.

La France pourrait ainsi aider la Chine, l'Inde et le Brésil à maîtriser leur demande d'énergie. En 2010, celle-ci sera déjà deux fois supérieure à celle de l'Union européenne. Une course de vitesse est donc amorcée dont l'un des enjeux est la stabilité climatique. Les gouvernements du Sud n'ont pas les moyens d'engager toutes leurs villes et industries en croissance rapide dans un tournant énergétique. Une localité chinoise comme Guyang, avec ses trois millions d'habitants, pourrait typiquement se doter à peu de frais d'un schéma directeur permettant à terme l'implantation d'un tramway ou d'un métro.

S'agit-il de soutenir de « *dangereux concurrents* » ? Sur le plan économique, il n'existe pas de mouvement massif de délocalisation vers ces pays. En Europe, moins de 1 % des pertes d'emplois sont liées à de tels phénomènes et moins de 5 % des investissements internationaux de nos



17.04.2006

entreprises en sont porteurs. Les effets locaux des délocalisations peuvent certes être douloureux. Mais ils appellent des politiques territoriales de solidarité et des efforts de compétitivité, non pas la fermeture de nos frontières. Rien qu'en 2004, 30 000 emplois ont été créés ou maintenus en France

par des investissements étrangers, la Chine contribuant déjà autant que la Suisse.

En définitive, nos espoirs comme nos craintes nous invitent à soutenir ces pays. L'architecture éthique de la globalisation, les partenariats économiques et la viabilité environnementale s'y dé-

cident aujourd'hui pour demain. L'aide au développement peut être au cœur des coopérations vitales du XXI^e siècle.

**Directeur général de l'Institut français de relations internationales*

***Directeur général de l'Agence française de développement (jms@afd.fr)*

**Par Thierry
de Montbrial***



« La réponse
aux défis
planétaires revient
au monde dans
son ensemble »

**et Jean-Michel
Severino****



« L'aide au
développement peut
être au cœur des
coopérations vitales
du XXI^e siècle »